



Contestations étudiantes à Ngaoundéré, répressions et insécurité des personnes et des biens sur la route nationale n°1

Joseph Woudamike*

Résumé

Cet article ambitionne d'analyser les contestations des étudiants de l'Université de Ngaoundéré (de 1999 à 2002), la gestion de ces mouvements d'humeur et de revendications par les autorités administratives et leurs incidences sur la circulation des personnes et de leurs biens sur la route dite nationale n°1 qui dessert non seulement les provinces septentrionales du Nord Cameroun, mais aussi deux pays enclavés de la sous-région d'Afrique centrale, à savoir le Tchad et la République Centrafricaine. Deux contestations d'envergure ont eu lieu dans cette institution universitaire dont la gestion par les pouvoirs publics a entraîné des débordements d'étudiants qui ont érigé des barricades sur la nationale n°1 bloquant ainsi toute communication entre les provinces du Nord, de l'Extrême Nord du pays et les deux pays précités. Le recours trop souvent des étudiants à cette stratégie empêche la libre circulation sous-régionale et constitue par ailleurs un obstacle au bon déroulement des activités économiques durant ces périodes. Des actes isolés de vandalisme issus de la deuxième contestation se sont soldés par des dégâts matériels chiffrés selon les estimations des autorités à plus d'un milliard de F CFA. Cette situation d'insécurité qui plane sur la voie publique constitue une équation difficile à régler et pose par ce fait un défi que l'État camerounais se doit de résoudre. Cette réflexion se propose d'analyser les origines des malaises des étudiants, le manque de volonté politique de l'État à tenir ses promesses et d'esquisser quelques ébauches de solutions afin de sécuriser la principale voie publique qui est source de développement sous-régionale.

* Doctorant en Histoire, Université de Ngaoundéré, Cameroun (woudamike@yahoo.fr)

Abstract

This article considers the activism and protests of students at the University of Ngaoundéré and the response to these eruptions of anger by the state and university authorities. These incidences affect traffic on the major highway, Route Nationale No. 1, which has an impact not only on the Northern provinces of Cameroon, but also on two countries in the region Chad and Central African Republic. Two large-scale protests took place at the university in (1999 and 2002) that saw students set up barricades on the national highway blocking access to the region and both neighbouring states. The constant return of students to this strategy constituted an obstacle to commercial activities during the period of the strikes. Isolated acts of vandalism stemming from the second protest in 2002 ended in the serious damage to property. This situation on the public highway outside the university constitutes a serious challenge to the Cameroonian state and one which it is compelled to resolve. This article analyses the origins of the student malaise and the political failure by the state to keep its promises. The article includes several suggestions for a possible solution.

Introduction

L'Université de Ngaoundéré, située dans la partie nord du Cameroun, précisément dans la province de l'Adamaoua est née de la réforme universitaire de 1993 à travers le décret n°93/026 du 19 janvier 1993 portant création et transformation de certains centres universitaires en six universités d'État au Cameroun (MINESUP 2003:182). Au bout de quatorze ans d'une réforme qui a engendré la décentralisation de l'ancienne et unique Université de Yaoundé, les conditions de vie des étudiants de l'Université de Ngaoundéré à l'image des cinq autres universités ne sont guère reluisantes. Ainsi, les relents d'une création précoce et d'une réforme mal menée n'y vont pas sans préjudice pour les étudiants non boursiers, mais aussi acculés par la pauvreté poussée et accrue. Manquant d'alliés et souvent incompris des dirigeants universitaires, les étudiants n'ont pour seule voie de recours que la grève, souvent spontanée, inorganisée et sans cohérence. Ce qui engendre des dégâts mettant ainsi les autorités administratives dans l'embarras, incapables de gérer les débordements sinon par voie de répression avec des méthodes tant loyales que déloyales qui ne contribuent qu'à rendre les étudiants davantage radicaux et impulsifs. Ces derniers n'ont pour stratégie que d'ériger des barricades sur la route nationale qui malheureusement passe devant l'entrée principale du campus. Dès lors, l'on est en droit de se demander quels sont les mobiles de ces grèves étudiantes, en quoi est-ce qu'elles constituent une source d'insécurité permanente pour la circulation des hommes et des biens en convergence vers les villes du nord, de l'Extrême Nord et les deux pays de la sous région Afrique centrale et quelles sont les solutions qui ont été envisagées? Répondre à cette préoccupation centrale re-

vient à examiner les conditions de vie des étudiants et les raisons de leurs contestations, la relative gestion de leurs revendications et leurs impacts sur la circulation et la sécurité des hommes. L'étude nécessite pour l'essentiel les documents écrits, les sources iconographiques et les témoignages oraux auprès des parties prenantes (étudiants, responsables universitaires et administratifs) bien que beaucoup ont requis l'anonymat.

Conditions de vie des étudiants dans les universités camerounaises, facteurs des révoltes

De manière générale, le processus démocratique en Afrique en 1990 s'est accompagné dans les universités des grèves intempestives, des années dites blanches et de la suppression des bourses dans certaines universités africaines. Au Cameroun, le campus de l'ancienne et unique Université de Yaoundé, non seulement n'a pas échappé à cette réalité, mais a joué un rôle capital dans la parturition démocratique et est demeuré

un lieu où se cristallise un désir de changement inassouvi. En effet, l'aspiration au renouveau, révélée au début des années 1990, était telle que, inconsciemment ou consciemment, [...] les étudiants ont rejoint le front politique, structuré autour de la conquête du pouvoir. Ainsi, leurs revendications corporatistes, habituellement dominées par l'exigence d'une amélioration matérielle de leurs conditions d'existence, se muèrent en revendications politiques. (Aghali 2005 : 35).

Au Cameroun, plus précisément en 1991, l'Université de Yaoundé connaît des troubles dont les instigateurs ou les leaders principaux ont été organisés autour de trois leaders charismatiques de la branche du « Parlement² » à savoir : Talla Corentin dit Général Schwarzkopf, Waffo Wambo Robert connu par son pseudonyme de Colin Powell et Yimga Yotchou Blaise alias Abu Nidal. Au-delà des problèmes réels de l'Université, ils réclamaient aussi la tenue de la « conférence nationale », reproduisant les griefs de l'opposition politique au régime de Paul Biya. Ainsi, leur combat avait pour objectif d'aboutir à la convocation d'une conférence nationale où ils pourraient poser et débattre leurs problèmes :

Notre combat avait un certain nombre d'objectifs parmi lesquels la conférence nationale. Parce que nous pensons que la solution à nos problèmes passe par là. [...] Nous pouvons accepter de perdre un an, deux ans pour résoudre ces problèmes nationaux [...] l'Université a été politisée [...] nous avons voulu résoudre nos problèmes académiques, mais puisqu'il y a une main politique qui vient s'interposer, nous avons alors jugé que le système politique est pourri. Donc, pour résoudre nos problèmes académiques, il fallait d'abord détruire ce système. Et détruire ce sys-

tème revient pour nous à réclamer la conférence nationale. Qu'on remette les bases pour résoudre les problèmes de tout le monde. C'est ainsi que nous avons mis sur pied le parlement étudiant qui a depuis lors reçu le soutien d'institutions [...] les masses camerounaises et nous leur en sommes reconnaissants. (Foupoussi et Ben N'diaye 1991:7).

Malgré l'immixtion des étudiants dans l'arène politique, il n'y aura ni conférence nationale souveraine ni cadre formel de débat fructueux entre étudiants et autorités compétentes. Les réclamations des étudiants ne purent donc avoir les solutions qu'ils escomptaient. Au contraire, les bourses ont été supprimées et il revenait désormais aux étudiants de prendre en charge leur scolarité dont les frais ont été fixés à 50 000 F CFA. Dans la même lancée, la chasse aux sorcières s'est multipliée avec les assassinats, les arrestations de certains étudiants. Les trois principaux leaders recherchés par les services de maintien de l'ordre ont eu la vie sauve en se réfugiant dans les locaux de la représentation de la Communauté Économique Européenne (CEE). Celle-ci s'est chargée de leur protection et a organisé leur départ pour l'exil (Foupoussi et Ben N'diaye 1991:7).

À côté de ces mesures de répression, il a également été question pour les autorités camerounaises de réfléchir dans le sens d'éviter dans les années à venir des manifestations plus importantes dans un contexte où le nombre d'étudiants allait grandissant d'année en année. La solution fut vite trouvée : il fallait décongestionner la seule université en créant six universités sur l'ensemble du territoire national et cette stratégie de fragmentation de l'unique université n'est pas sans conséquences. Analysant la réforme, le Professeur Njoh Mouellé mentionne qu' :

en 1993, il s'est produit un débordement ayant conduit à reproduire dans les six campus les facultés traditionnelles de lettres et sciences humaines, de sciences, de droit et de sciences économiques et de gestion. Cette orientation a créé une dispersion du corps enseignant de rang magistral dans un contexte de crise financière ne permettant pas d'équiper les uns et les autres en moyens nécessaires et indispensables. Ces universités existent et il ne saurait plus être question, à mon sens, de fermer tel ou tel établissement. Mais, identiquement, je vois mal comment on pourrait envisager de créer d'autres universités comme certaines doléances et revendications le voudraient! La priorité des priorités devrait consister à présent, à consolider ce qui existe en améliorant l'organisation académique et scientifique, en recrutant, y compris des étrangers hautement qualifiés, pour étoffer des départements scientifiques qui manquent d'encadreurs pour la recherche et l'enseignement. En réalité, la véritable réforme de notre

système d'enseignement supérieur n'est pas encore faite (Fondation Paul Ango Ela 2008).

Que les raisons avancées soient politiques, économiques ou académiques pour justifier la réforme, il est à retenir que c'est dans ce contexte brumeux que le Centre universitaire de Ngaoundéré est transformé en Université de Ngaoundéré, institution académique qui du fait de sa création dans la précipitation allait faire face à des difficultés multiples.

Les difficultés infrastructurelles de l'Université de Ngaoundéré

Au-delà de cette première difficulté évoquée, l'Université de Ngaoundéré voit le jour au lendemain de la réforme de 1993 sur l'ancien site de l'École Nationale des Sciences Industrielles et Agro-industrielles du Cameroun. Cette école avait été construite à la taille de ses élèves. Dès lors, la nouvelle institution qui est créée subitement en 1993 est confrontée au manque d'infrastructures (amphis, salles des travaux dirigés, chambres d'étudiants, etc.) compte tenu du nombre d'étudiants qui devient important. En six ans de fonctionnement (de 1993 à 1999), les planificateurs de l'Université n'ont rien envisagé par rapport au nombre sans cesse croissant des étudiants nationaux et étrangers (précisément ceux de la sous-région CEMAC) qui sollicitent davantage cette université du fait de la qualité des enseignements dispensés et surtout des résultats fort appréciables dans toutes les facultés et partant dans les concours administratifs nationaux.

Il s'est donc posé – en ce qui concerne les étudiants – un véritable problème de structures d'hébergement. La cité universitaire dispose seulement de 480 chambres et l'accès est souvent conditionné par une sélection après dépôt des dossiers, mais aussi sur des recommandations de hautes personnalités du pays (source : entretien). La part réservée aux étudiants « non parrainés » est dans l'ensemble marginale. Pour preuve, sur les 480 chambres déclarées, 150 sont réservées aux recommandations et 330 sont ouvertes aux candidats ayant déposé un dossier pour sélection dans le cadre d'une commission dite paritaire. Cette situation fait en sorte que la majorité des étudiants se rabatte sur les minicités de fortune pour la plupart et qui sont construites de manière anarchique vu la demande qui est très élevée. Ce qui engendre la spéculation entretenue par les promoteurs desdites cités. L'université ne s'est pas préoccupée du sort de ces infortunés livrés à certains bailleurs qui exigent le plus souvent dix à douze mois de loyer assortis d'une caution élevée. Pourtant, il est fait mention dans le décret n°93/028 du 19 janvier 1993 portant organisation administrative et académique de l'Université de Ngaoundéré qui mention en son article 89 de l'existence d'un chef de service du logement qui est chargé de la gestion des cités universitaires et des logements conventionnés, des logements non convention-

nés (mini-cités) en relation avec les bailleurs. Or, ce dernier (chef de service de logement) n'avait pas été nommé jusqu'en 1999, année au cours de laquelle survint alors la première contestation estudiantine.

Victimes donc des abus de toutes sortes de la part des bailleurs, les étudiants se sont organisés autour de leurs délégués de niveau et de mini-cités pour entreprendre des pourparlers avec les bailleurs qui, très tôt se sont regroupés pour contrer l'élan des étudiants. Ces derniers ont mis sur pied l'« Association des Étudiants Résidants des Mini-cités » et ont été représentés par trois délégués élus pour plaider leur cause auprès des autorités administratives de la ville de Ngaoundéré. Ces délégués ont adressé plusieurs memoranda, pétitions et requêtes auprès de ces autorités afin d'interpeller les bailleurs qui déjà, sont exempts d'impôts, les services fiscaux étant très peu regardants sur ce secteur d'activité qui relève de l'investissement dans le social. Les démarches entreprises par les délégués ont abouti à l'organisation d'une rencontre tripartite : autorités administratives – bailleurs - étudiants dans l'Amphi 150 de ladite université³. Curieusement, lors de ces assises, l'attitude de certaines autorités de l'Université était froide vis-à-vis de cette situation qui devrait en principe les préoccuper à plus d'un titre⁴.

À l'issue de cette rencontre, une commission *ad hoc* est créée par le gouverneur et placée sur la responsabilité du délégué de l'Urbanisme et de l'Habitat qui devait, avec ses agents catégoriser les mini-cités et partant viabiliser le site de Bini-Dang. Les résultats de la commission a conduit à la signature d'un document connu sous le nom du « protocole d'accord » catégorisant les minis cités et fixant les prix des chambres en fonction de leur confort, des normes élémentaires d'habitabilité. Une autre commission technique dite « chargée des mini-cités » fut alors mise sur pied avec pour tâche le suivi et l'application des clauses du protocole d'accord. Mais cette commission n'a survécu que le temps de la crise volatilisant ainsi tout l'espoir que les étudiants avaient fondé sur elle. Dès lors, le *statu quo ante* a été maintenu, c'est-à-dire l'un des problèmes endémiques et majeurs des étudiants comme le relève *le Cri de l'étudiant* : « s'il est un problème qui hante le plus l'étudiant au quotidien, ce n'est pas la validation de ses unités de valeur, c'est bien plutôt le rendez-vous avec le bailleur... » (Leka Essomba 2001: 3).

Cette indifférence des autorités et des bailleurs a laissé pourrir une situation déjà assez explosive. Les étudiants Camerounais à l'image de ceux de l'Afrique au Sud du Sahara en général, « have suffered the same poverty and austerity that has hit every section of society. Some writers even argue that they come from increasingly working-class or rural households... if they are fortunate enough to live in university accommodation they must share small rooms with four or five other students » (Zeilig 2007: 5). Issus des familles très modestes dans la majo-

rité des cas, les étudiants recourent à des stratégies de survie qui consistent à « coacher », c'est-à-dire occuper une chambre à deux ou plus afin de se partager les frais du loyer. En dépit de tous ces palliatifs trouvés par certains étudiants pour faire face à cette conjoncture difficile, certains bailleurs refusaient qu'une chambre soit occupée par deux ou plusieurs étudiants, d'où la frustration de nombreux étudiants dont les moyens financiers étaient maigres. Ces difficultés innombrables vont résoudre les étudiants à se mettre ensemble dans la perspective de la recherche des solutions adéquates. La voie de la grève fut prise par ces étudiants comme unique résolution pour faire entendre leurs voix parce qu'incompris et abandonnés des autorités administratives et universitaires, dont beaucoup sont aussi propriétaires des mini-cités.

Les grèves comme ultime recours des étudiants

De sa transformation en 1993 jusqu'en 2007, l'Université de Ngaoundéré a enregistré deux grèves importantes. La première moins violente eut lieu en 1999 tandis que la deuxième plus violente s'est déroulée en 2002.

L'avertissement de septembre 1999

La léthargie dans laquelle a sombré la Commission chargée de la gestion des mini-cités, le manque de réaction des autorités administratives et universitaires et l'indifférence des promoteurs des mini-cités vont amener les étudiants à recourir à une première manifestation de rue en septembre 1999.

Celle-ci fut d'abord une initiative de la coalition des délégués des étudiants qui fut soumise et approuvée unanimement par la majorité des étudiants. Celle-ci devait initialement se dérouler au centre de la ville de Ngaoundéré situé à 15 km du campus universitaire et déboucher vers les services du gouverneur. Cependant, les agents de renseignement et autres indicateurs infiltrés sur le campus⁵ furent mis au courant du projet des étudiants ayant décidé de perturber l'ordre public. C'est ainsi que les forces de l'ordre furent dépêchées le jour prévu dans toutes les artères de la ville de Ngaoundéré dans le but d'empêcher toute manifestation. S'étant rendus aussitôt compte que les autorités étaient mises au courant de leur projet, les trois délégués changèrent de stratégie. Il fut décidé de véhiculer des rumeurs au sujet du maintien du projet de grève, de l'itinéraire et de la destination initialement choisie. L'une des plus hautes autorités de la province de l'Adamaoua convoqua ces délégués pour les dissuader par l'intimidation : « vous êtes fichés par les services de renseignement et si vous tenez à votre manifestation, eh bien l'armée s'occupera de vous et vous finirez le restant de votre vie en prison. D'ailleurs rien ne m'empêche de vous arrêter tout de suite, si je veux »⁶. La mise en garde fut sans effet dans la mesure où de retour au quartier universitaire de Dang, les délégués tinrent une réunion

de crise à l'issue de laquelle une nouvelle stratégie fut adoptée. Conscients du fait que les forces de l'ordre disperseraient toute manifestation au cœur de la ville, les étudiants décidèrent plutôt d'ériger des barricades au niveau de la guérite de leur campus.

Le lieu répond à des considérations stratégiques : la principale route qui dessert les deux provinces du Nord et de l'Extrême-Nord d'une part et, d'autre part le Tchad et la République Centrafricaine, appelée la Nationale dite n°1 passe par là. Les étudiants sont conscients de l'impact qu'une telle action aurait sur la fluidité du trafic et de l'économie sous-régionale. En clair pour eux, il n'y avait pas meilleur endroit que la voie publique pour exprimer leur mécontentement afin d'attirer l'attention de l'opinion nationale et internationale dont le but ultime serait de contraindre les dirigeants à engager des pourparlers avec eux.

Ainsi, le 10 septembre 1999 à 4 heures du matin, les étudiants passent à l'acte en érigeant des barricades à l'entrée principale de l'université. Les étudiants laissent sous-entendre par là qu'ils manifestent « à domicile ». Pour réussir leur coup, les étudiants tiennent une réunion au cours de laquelle ils se répartissent les tâches tout en prévoyant les mesures alternatives à prendre en cas de réaction brutale des forces de l'ordre susceptible de briser le moral des manifestants. Vers six heures du matin, plus de 150 camions sont stationnés de part et d'autre de la Nationale n° 1.

Tardivement alertées, les autorités administratives qui attendaient plutôt les étudiants au centre ville sont prises de court. Elles débarquent au moment où les étudiants avaient envahi la route et des centaines de véhicules stationnés le long de celle-ci. Il leur était quasiment impossible de débarquer avec tout leur arsenal sur les lieux de la manifestation, car la file des véhicules immobilisés ça et là étant un sérieux obstacle. En même temps, ces véhicules « assuraient les arrières » des étudiants dans la mesure où ils devaient être incendiés en représailles à toute réaction disproportionnée des forces de l'ordre. Les étudiants avaient ainsi réussi à tromper la vigilance de ces autorités civiles et militaires, d'où la conclusion selon laquelle ce fut un mouvement savamment conçu. Cela a contribué à donner une certaine froideur à l'intervention desdites autorités qui se passa sans démonstration de force. La voie de la négociation se présenta dès lors comme la solution adéquate par les autorités qui ne tardèrent pas à engager des pourparlers avec les étudiants.

Aussitôt, une réunion de crise, jusque-là écartée par ces autorités, mettant en présence toutes les parties et visant à se pencher plus sérieusement sur les problèmes des étudiants, a été convoquée immédiatement dans les services du gouverneur. Au cours de cette rencontre des propositions relatives à la révision des prix des loyers et l'implication des délégués des étudiants dans le comité de

suivi des mini-cités, l'extension de la distribution de l'eau de la Société nationale des eaux du Cameroun (SNEC) dans les mini-cités et l'électrification des grands carrefours ont été formulées. Dans l'ensemble, celles-ci semblèrent être prises en compte, d'où la satisfaction ponctuelle des étudiants qui rentrèrent avec l'espoir que d'un moment à l'autre bien de leurs problèmes allaient être résolus. Dans l'ensemble, les étudiants ont été ponctuellement satisfaits.

Tandis que les étudiants étaient rentrés plein d'espoir, l'administration universitaire⁷ quant à elle, outrée par la tempête de révolte qui a soufflé sur le campus, était sortie de la table des négociations avec l'idée de riposter autrement à cette humiliation des étudiants. Elle entreprit alors des représailles et une intimidation des principaux leaders du soulèvement des étudiants. On assista à une politique systématique de dénigrement des leaders étudiants, ceci à travers des rapports adressés au ministère de tutelle⁸, lesquels taxaient les leaders étudiants d'agitateurs. D'autres dirigeants ne cessaient d'interpeller lesdits leaders et rappeler aux délégués des étudiants qu'ils étaient fichés et placés sous surveillance des services de renseignement, en l'occurrence le CENER⁹. Pourtant, cela n'a guère influencé les leaders visés qui ont fait acte de candidature à des postes électifs au sein de la Mutuelle de Solidarité des Étudiants du Cameroun (MUSEC), créée quelque peu après cette grève avec l'onction du ministre de l'Enseignement supérieur.

En somme, la grève de 1999 aura révélé que l'éclatement de l'ancienne université-mère de Yaoundé n'a pas été la panacée escomptée. Au contraire, il a contribué à exporter vers les provinces dans lesquelles des universités ont été créées des contestations estudiantines dont la capitale politique était l'apanage. En même temps, elle a sonné comme un avertissement pour les autorités universitaires portées à croire à cette image institutionnelle associée à leur campus à savoir « une université périphérique où survivent de paisibles et dociles étudiants ». Mais, loin d'analyser les véritables causes et de tirer des leçons de ces « mouvements d'humeur », le traitement réservé aux leaders étudiants de 1999, c'est-à-dire les isoler voire paralyser leurs actions auprès de la masse estudiantine, était déjà un terrain fertile à la formulation d'un nouveau mot d'ordre de grève. Cela arriva quatre ans plus tard, à savoir en 2002.

Cette situation mal élucidée pourrait se traduire par un déficit de dialogue social. Or, les revendications des étudiants ne préoccupaient personne en ce moment là. Si ce dialogue avait été instauré après la grève, on ne serait pas arrivé à des contestations d'une ampleur exceptionnelle. C'est une attitude maladroite des autorités camerounaises et même africaines qui ne connaissent le dialogue que quand le pire arrive (ex. : les dernières manifestations violentes au Cameroun et au Burkina Faso sur la cherté de la vie et autres). Pourtant,

le dialogue social à l'université peut aussi être reçu dans une autre approche comme une tentative de résorber les indices d'une crise aiguë du lien social qui émanerait des disparités apparaissent dans la communauté ... cette crise sociale peut déboucher sur le développement ou la résurgence de la violation et de la criminalité qui naissent de la remise en cause de l'existence des valeurs intégratrices (Ndong 2002: 158).

Les étudiants de manière générale, ont donc l'impression de ne pas être compris de leurs dirigeants et de ne pas participer à certains débats qui les concerne pourtant. Ce dysfonctionnement social assorti de la déception des étudiants qui n'ont pas obtenu satisfaction et l'indifférence des certaines autorités administratives contribuèrent à l'escalade de la violence de janvier 2002.

La grève de 2002 : causes et manifestations

Contrairement à celle de 1999, celle-ci intervient suite à un accident de la circulation sur la principale route nationale nationale n°1 survenu le 29 janvier 2002 aux environs de 13 h causant ainsi le décès d'un étudiant de la Faculté des Sciences, Basga Laurent qui rentrait des cours. Auparavant, un autre étudiant de la même faculté percuté par un camion aux environs de 23 heures perdait la vie sur la même voie de communication.

Lors du décès du premier étudiant, une grève qui était en vue, a aussitôt été étouffée par les autorités académiques qui ont devancé les étudiants en programmant une séance de rencontre au restaurant universitaire pour essayer de trouver des solutions conjointes afin d'éviter d'éventuels accidents à l'avenir. Il a résulté de cette rencontre entre autres les doléances suivantes :

- la prise en charge par l'Université des obsèques de l'étudiant décédé au Centre Hospitalier Universitaire de Yaoundé (CHUY) et de son rapatriement dans son village d'origine ;
- la construction d'au moins cinq dos d'âne le long de la voie allant du pont situé à l'entrée du campus en provenance de la ville jusqu'au-delà du marché de Dang, soit sur une distance de cinq cents mètres ;
- l'achat d'une ambulance (jusqu'à ce jour l'Université ne dispose pas encore d'une ambulance) ;
- l'électrification des points obscurs au niveau des grands carrefours.

Il convient de préciser que l'Université s'est acquittée de la première doléance pleinement mais, les autres points sont restés morte après que la tempête des revendications se soit calmée. Il est vrai que par rapport aux revendications relatives aux dos d'âne, cela ne relève pas de la compétence de l'université mais plutôt du ministère des transports et des services des travaux publics. Les diri-

geants de l'Université se devaient d'entreprendre des démarches auprès des autorités administratives pour la construction rapide de ces dos d'âne. Ces nombreuses doléances ayant été rangées dans les tiroirs, la mort de Basga Laurent fut la dernière goutte qui déborda le vase.

Le cas de Basga Laurent a, de manière unanime suscité l'inquiétude des étudiants qui se sont sentis davantage en insécurité sur cet axe routier, d'où leur résolution à engager une seconde grève. C'est l'une des causes qui explique la radicalisation des étudiants cette fois incroyables à l'endroit des autorités qui avaient promis un an plus tôt la construction des dos d'âne.

Par rapport à la première contestation, les étudiants étaient peu organisés et la revendication a commencé par la mobilisation des frères ethniques de l'étudiant puis progressivement s'est étendue sans exclusive à tous les autres étudiants.

L'étudiant Basga Laurent a été percuté par un taxi en provenance de la ville aux environs de 13h, mais les autorités de l'université ne se sont pas préoccupées de voler au secours de cette victime. Il fut transporté d'urgence à l'hôpital sans la présence d'une seule autorité de l'Université. Cette attitude que les étudiants considèrent comme une insulte, un mépris les engagea dans la rue. Interrogé deux jours après le début de la grève le Recteur Beban Sammy Chumbow affirme: « je présidais une réunion importante de la CEMAC... dans la perspective de démarrer l'école inter États de médecine vétérinaire »¹⁰. Ces affirmations ont provoqué l'indignation et la colère des étudiants. Les propos d'un d'entre eux adressés au Recteur sont évocateurs

«...même si c'est votre chien qui a été percuté, vous devez, par compassion vous rendre sur les lieux à plus forte raison une personne et de surcroît un de vos étudiants...la réunion peut attendre mais pas une personne qui est entre la vie et la mort...mais celui-là se moque de qui au juste?... un ventripotent comme celui-là, pour qui se prend-il ?»¹¹.

L'indifférence des autorités de l'Université devant cet accident donna lieu à un rassemblement des étudiants devant la guérite, l'entrée principale de l'institution universitaire vers 16 heures. L'on ignore comment et quand l'option de la grève été décidée.

Des barricades ont été spontanément érigées sur la nationale bloquant ainsi toute circulation. La sortie du recteur vers 20 heures accompagné de ses collaborateurs ce même soir pour se rendre à l'hôpital et calmer les étudiants fut stoppée par les étudiants qui les gavèrent d'injures et c'est ainsi que le chef de l'institution fut contraint de rentrer chez lui à pieds sans son véhicule bloqué. Informé de la situation, le Gouverneur Acham Peter Show s'est rendu sur les lieux le lendemain. Sans essayer d'engager des pourparlers véritables avec les

acteurs de la contestation, il lança aux étudiants les propos suivants sous forme d'une menace: « je vous donne cinq minutes pour évacuer la route. » La riposte n'a pas tardé, dans le tas un étudiant lance des propos injurieux au gouverneur en l'interpellant par sa mère et le gouverneur outré par l'insolence de cet étudiant renvoie l'ascenseur à son interlocuteur donnant ainsi le coup d'envoi de la « guerre ». Aussitôt, le gouverneur fut accueilli par une marée d'injures propres aux étudiants et pis encore, un étudiant dans la foule a dressé le pedigree de cette autorité administrative en faisant prévaloir son indigence en matière d'administration des hommes « un administrateur de prison gouverneur! On comprend pourquoi il se comporte de la sorte. Vous allez sauter de votre poste vous allez voir! ». En effet, au Cameroun lorsqu'il y a des mouvements pareils et que l'autorité administrative compétente concernée s'est montrée faible, quelques mois après elle est soit affectée ou simplement démise de ses fonctions. C'est en connaissance de cause que l'étudiant a lancé cette menace à l'endroit du gouverneur.

Blessé dans son orgueil et incapable de convaincre les étudiants, le Gouverneur se replie en ville et requisitionne les forces publiques et quelques instants plus tard, des soldats sont venus équipés de leur arsenal anti-émeutes, lançant des bombes lacrymogènes en direction des manifestants. C'est ainsi que dans leur repli, les étudiants tels un essaim d'abeilles en furie se sont lancés dans ce qu'il convient d'appeler couramment au Cameroun le vandalisme, en brûlant sur leur passage des véhicules pris en otage quelques jours auparavant. Au total, ce sont seize véhicules qui ont été consumés. Les cargaisons d'une société brassicole ont été littéralement dépouillées¹² ainsi que celles des camions contenant du sucre et du riz¹³. D'importantes cargaisons de vivres frais (bananes, avocats, poissons frais, légumes...) en provenance du sud pour le nord sont bloquées et d'autres se sont simplement décomposées. On a évalué à plus de deux milliards¹⁴ les dégâts orchestrés par cette grève qui eut lieu entre le 29 janvier et le 04 février 2002. Le lendemain, il aura fallu le déploiement des éléments de l'armée de terre, armés de fusils d'assaut légers, des chars pour mettre en déroute les manifestants. Ce déploiement s'est soldé par l'arrestation des étudiants, des casses, des manoeuvres diverses sur les étudiants capturés, des vols d'appareils (surtout les portables et les CD rom) perpétrés par les militaires et plusieurs dégâts collatéraux dus à ce genre d'intervention.

C'est donc grâce à l'intervention musclée de l'armée que l'ordre a été restauré et les étudiants se sont réfugiés dans des sites périphériques (surtout sur une colline située à quelques kilomètres du quartier universitaire appelée par les étudiants Tora-Bora) s'avouant vaincus cette fois-ci par les militaires.

Tandis que les chaînes de radio telles que Radio France Internationale (RFI), Africa n°1, la Radio Nationale Tchadienne diffusait des informations relatives à

cette grève, la CRTV de l'Adamaoua et le poste national s'abstirent d'en dire quelque chose. Le chef de station sema d'ailleurs la confusion en commençant.

Pour ajouter à la confusion, la radio locale par le biais de son chef de station, diffusait des informations plus ou moins vraies sur l'état de santé de l'étudiant. Dans un premier temps, le journaliste avait annoncé le décès de l'étudiant alors que ce dernier recevait alors des soins intensifs à l'hôpital provincial avant d'être évacué au Centre Hospitalier Universitaire de Yaoundé (CHU) vu la gravité du traumatisme crânien et sa jambe gauche fracturée. S'étant rendu compte de la gravité de la situation, le chef de la station rectifie le tir dans une présentation ultérieure en disant que « dans la mêlée, une rumeur pernicieuse a fait croire que l'étudiant Basga Laurent ... était décédé et c'est ce qui a créé une tension au sein des étudiants qui, par solidarité ont perpétré des actes de violence et de vandalisme dont le bilan est lourd »¹⁵. Malgré la rectification de ce communicateur, l'étudiant décède cette fois-ci pour de vrai le lundi 04 février 2002 à Yaoundé. Entre temps, le Président de la République, à en croire les informations de la radio d'État, dépêche le Ministre de l'Enseignement Supérieur à Ngaoundéré résoudre cette crise d'une grande ampleur jamais vécue depuis la réforme universitaire entreprise par lui en 1993. L'État camerounais au plus haut niveau fut cette fois-ci interpellé par la descente sur le terrain du Délégué Général à la Sûreté Nationale sous les hautes instructions du Chef de l'État.

La grève de 2002 contrairement à celle de 1999, a révélé un manque d'organisation imputable principalement à l'absence d'un leader et donc d'un comité de concertation ou d'organisation. Cela est d'autant plus compréhensible que le déclenchement de la grève a été spontané et non prémédité comme la première fois. Et comme telle, elle aura contribué à discréditer les étudiants qui étaient pourtant parvenus à conduire efficacement une grève sans casse en 1999. Cette attitude pourrait aussi s'expliquer par le fait que les représentants des étudiants n'inspiraient pas confiance dans la mesure où les autorités universitaires se sont ingérées dans le choix des délégués ou ont procédé purement et simplement à des nominations afin de contrôler la masse depuis la grève de 1999.

Il faudra ici mentionner une fois de plus la léthargie des autorités universitaires et administratives à prendre au sérieux des problèmes sociaux importants (sécurité des étudiants, sourde oreille aux revendications). Cette grève fut sans doute l'occasion de régler des comptes à certaines autorités dont les véhicules furent incendiés notamment celui d'un vice-resteur. Cette fois-ci, l'usage de la force a emboîté le pas à la négociation et au dialogue (source : entretien).

Tentatives de résolution des crises et la menace que constitue le caractère réversible des étudiants

Les tentatives de résolution des crises étudiantes dans l'ensemble ont été approximatives, car le plus souvent fondées sur des promesses mirobolantes, mais au fond fallacieuses. A cela, il convient de mentionner la maladresse du gouverneur qui a été l'élément moteur de la crise de 2002.

Bien que les résolutions de la première contestation ont révélé leurs performances lacunaires, car d'un chapelet important de doléances, seulement quelques unes ont connu un dénouement heureux en l'occurrence la révision des prix des loyers pendant une année et l'extension du réseau d'eau potable.

Quant à la seconde contestation, il aura fallu l'implication du Ministre de l'Enseignement Supérieur et surtout du Délégué Général à la Sûreté Nationale, venus au nom du chef de l'État dénouer la crise et trouver des solutions adéquates et urgentes. Avant l'arrivée du Ministre de tutelle, une table ronde à la radio avait réuni le recteur et des enseignants pour débattre du sujet. Le recteur n'a pas manqué de relever lui-même que « le problème formulé par les étudiants est réel puisqu'ils se sentent en insécurité. Ils ont raison, mais ils ont manifesté leur indignation de façon spontanée...j'étais vraiment écoeuré de voir les soldats descendre pour essayer de maîtriser les étudiants »¹⁶. En effet, sur ce point il y a lieu de convenir avec le recteur que c'est l'intervention des soldats qui a compliqué le dialogue que ce dernier avait entamé avec les étudiants au risque de se faire lyncher. D'ailleurs, tandis qu'il dialoguait avec eux, certains étudiants se sont permis de soumettre le recteur à des exercices physiques intenses tels marcher au pas militaire, d'aucuns touchaient son ventre en disant qu'il se bourre la panse avec leurs droits universitaires. En dépit de ces manoeuvres et humiliations, le recteur a su résister et c'est ce qui a amené certains étudiants à interpeller violemment leurs camarades sur ces écarts de comportement. L'un des vices recteurs a reçu une gifle bien appliquée à cause de sa durété. Au cours des débats, des solutions sont proposées par exemple à court terme que des dos d'âne soient construits et à long terme, il sera question de dévier la nationale qui est une menace constante pour la communauté universitaire. A cet effet, le Dr Saïbou Issa, l'un des invités affirmait sur les antennes de la radio locale que « la revendication des étudiants par rapport aux dos d'âne est fondamentalement légitime et surtout elle nous permet de rallonger notre espérance de vie...le fait de prendre ce chemin tous les jours est préjudiciable à leur santé et surtout c'est un risque de mourir deux fois par jour...c'est la mort qui nous rate chaque jour »¹⁷.

L'arrivée du ministre a décanté la situation. La libération des étudiants interpellés fait suite à une réunion de crise tenue à la province entre les autorités administratives de la ville et celles de l'université où le Ministre de l'Enseignement Supérieur Jean Marie Atangana Mébara a proposé la libération de tous les

étudiants comme mesure de nature à apaiser la situation. Il est donc ordonné la libération de tous les étudiants interpellés et gardés en cellule. Il est organisé les obsèques de l'étudiant défunt. Le ministre, accompagné du recteur, de l'Inspecteur Général des services du Ministère de l'Enseignement Supérieur, du directeur de la recherche et de la coopération, du doyen de la Faculté des sciences et de trente étudiants de l'université ont conduit la dépouille mortelle à Tchatibali, son village d'origine où une enveloppe a été remise à la famille et une bourse octroyée à un étudiant de la localité pour compenser le vide laissé par le défunt qui, par ailleurs était fils unique d'une famille polygame.

De retour à Ngaoundéré, des séances de travail ont été organisées sur le campus par le ministre. De ces multiples rencontres, il ressort les résolutions suivantes :

- la construction des dos d'âne ;
- l'amélioration des repas au restaurant universitaire ;
- la révision des prix de loyer en composant avec les bailleurs ;
- la connexion de l'Université au réseau Internet ;
- l'octroi des prix et primes aux étudiants méritants ;
- la déviation de la nationale n°1.

Ces résolutions ont apaisé la colère des étudiants qui par ailleurs, ont « adressé une lettre » de remerciements au Président de la République sous le couvert du Ministre de l'Enseignement supérieur dont le contenu est le suivant :

Excellence Monsieur le Président de la République, nous étudiants de l'Université de Ngaoundéré, considérant votre magnanime décision de faire relâcher nos camarades interpellés suite aux malheureux événements survenus sur la voie publique à proximité du campus de l'Université de Ngaoundéré, remercions votre excellence de la spontanéité avec laquelle cette mesure a été exécutée, saluons votre sens d'écoute des problèmes de vos concitoyens, regrettons notre écart de comportement, nous promettons de toujours faire mieux pour mériter votre confiance¹⁸.

Il convient de jeter un regard critique sur cette lettre qui en réalité est une initiative des autorités de l'Université. C'est une pratique devenue courante au Cameroun avec des individus qui pour la moindre chose adresse au nom des masses des motions de soutien ou d'encouragement au Président de la République. La lecture de cette lettre a suscité des critiques de la part de certains étudiants qui voient là une instrumentalisation de certains de leurs camarades dociles, corrompus voire traîtres.

Cette lettre à en croire les médias a été signée par 160 délégués et présidents des associations. Puis s'en est suivi des séances d'autocritique à travers les

médias, plus précisément lors de l'émission de la radio animée par les étudiants, sous le haut patronage de la Directrice du Centre des Œuvres Universitaires, appelée « Écho du campus » qui a ouvert l'émission par ce sermon : « La rhétorique des biceps a-t-elle droit de cité et dans une cité universitaire, temple du savoir en miniature. Que non ! Casses, pillages, brigandages, coupures de la voie publique ne sauraient justifier une cause quelconque et aucune cause ne saurait les justifier... Tout débordement aurait dû finir par là où il devait commencer c'est-à-dire autour d'une table »¹⁹.

Cependant, en plus de ces problèmes figurait une autre équation à résoudre, c'est celle des étudiants tchadiens apeurés qui, selon les rumeurs répandues, seraient les instigateurs des casses et des pillages. Cela a valu le déplacement de l'ambassadeur du Tchad au Cameroun, son excellence Kalbassia Vouna Dougaï venu rassurer ses concitoyens tout en leur demandant qu'à l'avenir de rester loin de toutes contestations du genre²⁰.

Au-delà des incidents provoqués par les multiples accidents, le gouvernement ne perçoit pas encore les dangers qui se dissimulent derrière les contestations estudiantines et minimisent leurs capacités de déstabilisation sociale. Les autorités ignorent ou feignent d'ignorer que

L'université est le lieu par excellence où fleurit l'esprit critique et contestataire. Depuis toujours, c'est dans l'université que les mouvements de critique sociale se sont amorcés et c'est à partir de l'université qu'ils se sont répandus dans la société. Les gouvernements qui veulent régner en paix sur une société soumise commencent par s'assurer le contrôle des universités ... (Rocher cité par Warren et Massicotte 2006 : 6).

Ceci non pas en militarisant et dissimulant des indices dans les campus mais en assurant un cadre adéquat pour les études et en garantissant le minimum requis pour la survie des étudiants pendant leur séjour et surtout respecter les libertés académiques qui est gage d'un dialogue social franc. Il serait important pour contrer d'autes manifestations de :

- fournir les bibliothèques quantitativement et qualitativement en ouvrages afin qu'elles ne donnent pas « l'impression d'un musée construit en plein campus où l'on peut aller consulter les fresques d'une science aux théories dépassées »²¹ comme le décriait le Président des Étudiants de la Faculté des Arts, Lettres et Sciences humaines de l'Université de Yaoundé I, Armand Leka Essomba dans un discours adressé au Recteur lors de la cérémonie de présentation des vœux du 09 février 2000 ;
- ravitailler constamment les laboratoires en réactifs afin de produire des recherches fiables, optimales et compétitives sinon comment comprendre dans un contexte comme celui décrit plus haut, on puisse créer les condi-

tions d'une créativité endogène compétitive lorsque les laboratoires manquent d'équipements de pointe et/ou les distractions des budgets alloués pour les recherches sont fréquentes ? Amer constat qui se dégage encore dans l'allocution du représentant d'étudiants précité lorsqu'il affirme avec désolation que :

L'aspect de notre université aujourd'hui n'offre aucune condition d'impulsion de la créativité compétitive à l'aube où la colonisation s'opère par les signifiants culturels, intellectuels. Une anthropologie des consulats, ambassades et autres aéroports suffit à vous rendre compte que ceux qui partent, ce sont des centaines d'étudiants convaincus qu'ici la porte de leur avenir est bloquée (Leka Essomba: 2000) ;

- réintroduire les bourses et surtout financer les recherches. Comment admettre que les étudiants de maîtrise, de DEA et de thèse ne bénéficient d'aucune subvention dans la conduite de leurs travaux ? Telles sont quelques ébauches de solutions qui peuvent être formulées à l'endroit des autorités camerounaises et des éventuels mécènes qui s'intéressent aux conditions de vie des étudiants, à la recherche et au progrès scientifiques tout court. Mais davantage à l'endroit des autorités administratives, car il faut relever avec pertinence que les causes immédiates et déterminantes qui ont précipité dans la rue les étudiants (conditions de vie dans les mini-cités et accidents de circulation) les engagent bien plus que les autorités universitaires ²².

Somme toute, après ces tentatives de résolution des problèmes, les étudiants malgré la construction de trois dos d'âne se sentent toujours en insécurité sur la nationale n°1. Entre 2002 et 2006, trois étudiants sont décédés des suites d'accident et dont le dernier en date concerne une étudiante de la Faculté des sciences, épouse, mère de trois enfants, enceinte à sa mort et n'attendant qu'une programmation pour sa soutenance de maîtrise. C'est dire que le problème d'insécurité sur la nationale demeure toujours d'actualité tant pour les étudiants que pour les usagers de la route.

De même, des tracts appelant ouvertement à la grève sur le campus ont à plusieurs occasions circulé dans les mini-cités²³. Chaque fois, la réaction du rectorat a consisté à isoler les auteurs supposés en incitant un groupe de délégués des étudiants à signer un communiqué qui condamne toute manifestation fusse-t-elle pacifique. C'est dire combien la répression et/ou l'intimidation semblent encore prisées comme mode de résolution des problèmes sur le campus.

Conclusion

L'idée d'une déviation de la nationale proposée par l'administration s'avère être une solution adéquate. Seulement cette déviation concernerait davantage les camions et autres bus de transport. Pourtant les cas d'accidents sur la nationale sont plus orchestrés par les taxis que les gros porteurs. Certains étudiants habitent en ville (15 km du campus) et sont obligés d'emprunter constamment ces taxis vu que seulement deux bus de 30 places sont mis à leur disposition. Un effort de sensibilisation des taximen s'impose d'autant plus que certains d'entre eux sont formés dans le tas et une autre catégorie fait abstraction de la limitation exigible de vitesse pour maximiser leur gain. Le comportement des étudiants serait également à l'origine de certains accidents sur ce tronçon. Aux heures de pointe, les étudiants dans la majorité des cas n'observent pas les règles élémentaires du code de la route et pis, certains sous l'emprise de la consommation excessive d'alcool déambulent sur cette voie qui se rétrécit de jour en jour. Que dire si un véhicule percute un étudiant ivre ayant provoqué lui-même cet accident ? Une réaction des étudiants dans ce cas ne serait-elle pas non fondée et dénuée de tout sens ? Pourtant, le recours à la violence peut survenir à partir d'un simple fait anodin ou d'une boutade lancée dans la foule. En pareille circonstance, l'on sait quand une contestation commence mais l'on ne sait pas quand elle finit et avec quelles conséquences sur la vie et les biens des nobles et paisibles citoyens. Sinon à qui profite finalement la tension sur la nationale n° 1 ?

Le déficit de dialogue social entre les différents membres de la communauté universitaire d'une part et les dirigeants, d'autre part, semblent être à l'origine des crises à répétition des étudiants à l'université de Ngaoundéré. Le recours à la violence intervient alors comme l'ultime recours quand la voie du dialogue est grippée voire reléguée au second plan par les dirigeants. Les mouvements des étudiants à l'Université de Ngaoundéré sont de plus en plus très peu structurés mais au fond plus réactifs à cause de l'absence de syndicats et associations de défense de leurs droits. À cela, il faut également voir l'opposition des dirigeants-mêmes universitaires- vis-à-vis de telles structures sur le campus. Cette attitude maladroite des autorités qui ne connaissent le dialogue que quand le pire arrive semble être la caractéristique fondatrice des dirigeants africains qui ont du mal à se débarrasser de leur arsenal de répression hérité de la colonisation. La dépolitisation des étudiants entreprise par le pouvoir camerounais après la grève des années 1990 refait surface à travers la mobilisation des jeunes qui s'opposent à la révision de la constitution par le président Paul Biya au pouvoir depuis plus de 25 ans. Ce ne sont pas des soulèvements récents des jeunes au Cameroun, au Burkina, au Niger et au Kenya au sujet de « la vie chère » qui en démentiront. Il apparaît au regard de ce qui précède que « les problèmes des étudiants comme

ceux des autres catégories sociales mal dans leur être aujourd'hui ne trouveront finalement de réponse que dans un changement de mode de gouvernance, à défaut d'un changement radical de régime politique » (Azebaze 2005).

Notes

- 1 Le lecteur remarquera que l'auteur a peu recouru à des témoignages relatifs aux événements majeurs qu'il relate. C'est qu'il a été associé à certains de ces événements en tant que leader étudiant de premier plan, menant quelques fois les négociations avec les parties en face. Ce qui n'enlève rien à la rigueur qu'il s'est imposée.
- 2 Il s'agit d'une structure de coordination du mouvement de revendication des étudiants. La branche la plus radicale qui s'opposait au groupe dit "auto-défense", proche du pouvoir en place.
- 3 Nous avons été associé à cette rencontre en tant que délégué des étudiants.
- 4 Leur silence s'expliquerait par le fait que nombre d'entre eux auraient investi dans les mini-cités et donc seraient également bailleurs, sinon juge et partie.
- 5 Plusieurs policiers infiltrés ont été formellement identifiés par des étudiants auxquels ils étaient apparentés ou familiers de même que, parmi les étudiants eux-mêmes, il a été possible de démasquer des agents doubles à la solde de l'administration universitaire.
- 6 Propos de Patrick Simo Kamsu, Secrétaire général de la province, dans son bureau une semaine avant la manifestation des étudiants.
- 7 Il est intéressant de noter à ce propos que pour les autorités académiques, ce mouvement de grève avait également des implications politiques. Les leaders ont ainsi été taxés d'agitateurs à la solde d'opposants politiques aux ambitions inavouées.
- 8 Dans le « Procès-Verbal de la réunion du 16 décembre 1999 entre Monsieur le Recteur et les membres de la MUSEC », document adressé entre autres destinataires au ministère de l'Enseignement Supérieur qui assure la tutelle, il est clairement écrit : « Monsieur le Recteur prenant la parole, dit qu'il n'a pas reçu dernièrement les membres du bureau de la MUSEC parce qu'il s'y était infiltré des agitateurs tels que : MM. Tomo Gonza, Woudamike (sic), Zangue Serges Martin », p.1. Il se trouve que le trio incriminé n'est autre que celui des trois délégués des étudiants ayant conduit le mouvement de grève de 1999.
- 9 Le Centre National des Études et des Recherches est une sorte de CIA tropicalisée. Le CENER qui était une véritable machine à traquer les « subversifs » avait à sa tête le légendaire Jean Fochivé dont l'évocation de son seul nom faisait peur même aux ministres de la République.
- 10 Intervention de Beban Sammy Chumbow au cours d'un débat relatif à la grève des étudiants organisée à la CRTV, station radio provinciale de l'Adamaoua en février 2002.

- 11 Propos d'un étudiant en furie écoutant la radio au lendemain de la répression de la contestation par l'armée.
- 12 Il est à la fois dramatique et comique de rappeler une anecdote au sujet du pillage des camions des Brasseries du Cameroun. La grève de 2002 se déroulait en pleine coupe d'Afrique 2002 au Mali. L'un des sponsors (« 33 » Export) de l'équipe nationale de football, les lions indomptables, avait pour slogan « "33" Export, sponsor officiel des lions indomptables ». Ce slogan, par dérision, est devenu « "33" Export, sponsor officiel de la grève ». Il est en effet vraisemblable que l'inflation éthylique qui s'en est suivie a contribué à radicaliser les étudiants. Mais il ne faut pas négliger d'autres facteurs.
- 13 La station provinciale de la CRTV (Cameroun Radio Television) pour l'Adamaoua a diffusé des informations selon lesquelles les pertes matérielles étaient estimées à environ deux milliards de F CFA. L'on imagine le désarroi des hommes d'affaires dont les camions et marchandises ont été incendiés.
- 14 D'après les affirmations du chef de station de la radio locale Paul Ngougou.
- 15 Paul Ngougou, journal parlé à la radio nationale février 2002.
- 16 Propos du Recteur lors d'un débat organisé par la radio locale, février 2002.
- 17 Interview réalisée par la radio locale de Ngaoundéré, février 2002.
- 18 Lettre lue à l'émission radiophonique «Écho du campus», février 2002.
- 19 Éditorial introduisant l'émission « Echo du campus» consacrée à l'Université, février 2002.
- 20 En représailles à ce qui était alors considéré comme une chasse aux sorcières dont seraient victimes les étudiants tchadiens à Ngaoundéré pendant cette grève, des ressortissants camerounais dans ce pays ont été molestés.
- 21 Discours du Président des Étudiants de la Faculté des Arts, Lettres et Sciences humaines de l'Université de Yaoundé I, Armand Leka Essomba adressé au recteur lors de la cérémonie de présentation des vœux le 09 février 2000.
- 22 Avec les récents découpages administratifs qui font de Dang où est située l'université un arrondissement doté d'une mairie, un début de solution pourrait être ébauché pour améliorer les conditions de vie des étudiants : électrification des grands carrefours, installation d'un commissariat de police et d'une brigade de gendarmerie.
- 23 Pendant les jeux universitaires d'avril 2007 organisés sur le campus de Dang, ces tracts protestant contre la mort de quelques étudiants tués pendant une manifestation par la police à Buéa. En octobre 2007, des tracts ont également appelé les étudiants à une manifestation pacifique après l'agression mortelle de l'étudiante Haoua Salim.

Références

- Azebaze, A.G., « Au-delà de la trêve: Capitaliser le mouvement estudiantin ». <http://camerounlink.net/fr/news.php?nid=15836kat=1&seite=436>. 8 mars 2008.
- Comi, M. Toulabor, 2001, « Naissance du démocrate africain », *Le Monde Diplomatique*, cité par Aghali Abdelkader, 2005, « L'enseignement supérieur sacrifié », *Manière de voir*, n° 79.
- Décret n°93/028 du 19 janvier 1993 portant organisation administrative et académique de L'Université de Ngaoundéré.
- Guibaï, Gatama, 1999, *L'oeil du Sahel*, n° 25.
- Enregistrements des émissions à la Radiodiffusion CRTV de Ngaoundéré sur les événements de 1999 et de 2002.
- Federici, S., 2000, « The new student movement », in O. Alidou, G. Caffentzis and S. Federici (eds), *A thousand flowers: social struggles against structural adjustment in African universities*, New York : Africa World Press.
- Fondation Paul Ango Ela, « Quelles Universités pour le Cameroun? ». <http://www.fpae.net/activites-scientifiques/societe-camerounaise/quelles-universites-pour-cameroun-117.html>. 8 mars 2008.
- Foupoussi, D. et Ben N'diaye, 1991, « Grève à l'Université de Yaoundé d'avril 1991 », *Le Messenger*, n°31.
- Leka Essomba A., 2000, « Discours du Président des Étudiants de la Faculté des Arts, Lettres et Sciences humaines de l'Université de Yaoundé I », adressé au Recteur lors de la cérémonie de présentation des vœux.
- Leka Essomba, A., 2001, *Le cri de l'Étudiant*, n°001.
- MINESUP, 2002, *Annuaire statistique de l'Enseignement Supérieur au Cameroun*, avril.
- MINESUP, 2002, *Note de conjoncture du ministère de l'Enseignement Supérieur, période de juillet 2001 à juin 2002*, n°005.
- MINESUP, 2003, *Recueil des textes de l'Enseignement Supérieur au Cameroun*, novembre.
- Ndong, N., 2002, « Dialogue social et représentation des étudiants » in *MINESUP, 2002, Actes du 2e forum des universités d'État Cameroun : « L'Étudiant des Universités d'État camerounaises : Condition, Responsabilité et Défis »*, Yaoundé, Cameroon University Press.
- Rocher, Guy, « Réponse », Présentations à la Société royale du Canada, Société royale du Canada, Section des Lettres et des Sciences humaines, année académique 1973-1974, no 29, p.109 cité par Warren Jean-Philippe et Massicotte Julien, « La fermeture du département de sociologie de l'Université de Moncton : histoire d'une crise politico-épistémologique », *The Canadian Historical Review*, vol 87, n°3, septembre 2006, pp.463-496. Disponible sur : <http://utpjournals.metapress.com/content/0281225x8m31x411/fulltext.pdf>
- Zeilig, Leo, 2007, *Revolt and protest*, London : I. B. Tauris.

Entretiens

Bobbo, ancien délégué des étudiants, entretien du 12 juillet 2007 à Ngaoundéré.

Wassouni François, doctorant, entretien 05 mars 2008 à Ngaoundéré.

Gigla Garakchème, doctorant, entretien du 02 mars 2008 à Ngaoundéré.

Abba, étudiant ayant participé à la grève de 2002, entretien du 12 février 2008 à Ngaoundéré.